

Je n'ai encore vu ni faits ni chiffres qui m'ont convaincu que la construction de ce pipe-line profitera aux Canadiens. Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas m'en convaincre. Je dis tout simplement que personne ne m'a fourni jusqu'à présent des données qui m'ont convaincu.

Comme tous les autres habitants de notre vaste pays, nous avons quelques problèmes au Yukon. Le Yukon est cependant une des régions les plus intéressantes et les plus captivantes du Canada. Le Yukon possède de multiples ressources naturelles, mais ses habitants constituent sa plus grande ressource.

[Français]

Je voudrais exprimer mes remerciements pour votre patience aujourd'hui.

Je n'ai pas eu l'occasion de parler en français depuis plusieurs années, mais avec votre assistance et votre indulgence, je me propose de devenir encore une fois un Canadien français complètement bilingue.

[Traduction]

L'honorable Augustus Irvine Barrow: Honorables sénateurs, c'est avec fierté et en même temps avec humilité que j'interviens pour appuyer la motion d'Adresse en réponse au discours du trône. J'aimerais d'abord féliciter le sénateur Lucier qui, à l'occasion de son excellent baptême d'orateur, arbore un petit drapeau bien coloré de son territoire.

J'aimerais faire cette petite réflexion personnelle: il y a un peu plus de deux ans, en arrivant au Sénat, j'étais plutôt un nouveau venu intimidé, qui ne savait pas trop à quoi s'attendre; j'entends encore certains de mes confrères provinciaux me prévenir que je n'y trouverais pas les défis que je trouverais ailleurs. Comme ils se trompaient! J'ai découvert, contrairement à l'opinion générale, que je n'étais pas l'un des cadets du Sénat, sauf en fait de nouveau venu; je me situais plutôt au milieu et je trouvais ici un groupe de personnes de carrières diverses qui apportaient à l'appareil parlementaire un flot inégalé de connaissances, d'expériences, de compréhensions et de sentiments face aux problèmes de notre pays.

J'ai également appris avec tristesse que le rôle dévolu au Sénat et joué par lui au sein de l'appareil parlementaire était mal compris de ceux qui devraient être mieux informés, de même que de la population en général. Il serait difficile d'expliquer la cause de cette lacune. Pour y remédier, il faut faire une publicité de bon aloi afin de sensibiliser le public au travail du Sénat et de ses comités.

● (1450)

Après avoir participé aux travaux de cette chambre au cours de la dernière session, j'ai hâte que commence cette nouvelle session parlementaire afin d'y apporter ma contribution au cours des mois qui viennent.

Dans le cadre du processus parlementaire, nous avons entendu le discours du trône dans lequel le gouvernement de Sa Majesté décrit la situation actuelle et les mesures qu'il entend prendre dans les prochains mois pour le bien de tous les Canadiens. En proposant ces mesures, le gouvernement n'établit pas de règles invariables, mais il donne plutôt les grandes lignes des mesures qu'il estime nécessaires dans la période difficile que nous connaissons.

Il n'y a qu'à regarder ce qui s'est passé et ce qui se passe actuellement sur le plan économique dans certains des grands

pays de l'Europe et dans d'autres parties du monde pour se demander si on arrivera à mettre sur pied un système acceptable sur lequel puisse se fonder une stabilité économique pacifique qui permette au monde que nous connaissons de survivre. Ce que nous voyons n'est pas très encourageant, et il n'est guère plus encourageant de voir que la plupart des problèmes sont l'œuvre des hommes et que ceux-ci sont les seuls à pouvoir y remédier. Il faudra bien de la tolérance et de la compréhension pour y arriver, et pour plusieurs, certains sacrifices seront nécessaires.

Nous avons actuellement au Canada des problèmes de toute sorte et il n'est pas dans mon intention de les minimiser. Il en existe un ou deux sur lesquels j'aimerais m'étendre.

Premièrement, l'économie générale de notre pays. Les syndicats et la partie du monde des affaires représentée par la Chambre de commerce du Canada ont formellement condamné le programme de lutte contre l'inflation. En fait, certains de nos chefs d'entreprise et chefs syndicaux s'y sont vivement opposés et pas seulement en paroles. Toutefois, ils veulent que le gouvernement fasse la même chose, mais apparemment pour des raisons différentes. Le programme ne plaît peut-être pas à certains, pour d'autres il s'agit d'un mauvais remède et d'autres encore ne l'auraient pas administré comme cela, mais nous devrions peut-être voir quels sont ses effets pour les gens qu'il devait protéger, le grand public. Si nous nous demandons ce qui aurait pu se passer et quels sont les bons effets de ce programme peut-être trouverons-nous qu'il n'a pas marché si mal et que la hausse des prix a été beaucoup moins forte qu'elle aurait pu l'être autrement. Nous devrions nous demander pourquoi nous avons tant de grèves et en même temps, pourquoi on nous dit que bien des gens sont prêts à travailler, mais ne trouvent pas d'emploi.

Le gouvernement n'a pas été forcé d'instaurer le programme anti-inflation; qu'il ne cède donc pas aux pressions, qu'il ne l'abandonne pas avant d'être suffisamment sûr que nous ne retomberons pas dans des hausses de salaires, des hausses des profits et des prix qui causeront un véritable chaos économique à tel point que même les principaux adversaires du programme souhaiteront avoir fait preuve de tolérance et de compréhension au lieu de chercher à compromettre davantage l'équilibre économique instable du pays.

Deuxièmement, le gouvernement doit se rendre compte que le pays a été bâti sur le système dit de libre entreprise, même si ce n'est qu'imparfaitement et que, sauf en cas d'urgence, il doit se contenter de formuler des politiques fiscales et monétaires au lieu de vouloir concurrencer ou remplacer l'entreprise privée. Je constate donc avec plaisir que le discours du trône annonce des mesures en vue d'encourager le financement de la petite entreprise et de réduire toutes les tracasseries administratives que le gouvernement impose aux entreprises. La population et les entreprises doivent cesser de demander toujours plus au gouvernement, ce qui a inévitablement pour résultat d'augmenter les impôts. Nous devons inciter tous les paliers de gouvernement à réduire leurs taux d'imposition en mettant un frein à leurs dépenses qui ne peuvent qu'alourdir le fardeau fiscal et aggraver l'inflation.

La troisième question dont j'aimerais parler est celle du bilinguisme. Que cela nous plaise ou non, le bilinguisme est établi et les problèmes qu'il pose exigent une recherche réelle